



Henri Bresc (dir.)

Réseaux politiques et économiques

Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Côté ville et côté cour : concurrence ou complémentarité des réseaux en Italie centrale XIV^e-XV^e siècles

Philippe Jansen

DOI : 10.4000/books.cths.2255

Éditeur : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Lieu d'édition : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Année d'édition : 2016

Date de mise en ligne : 13 novembre 2018

Collection : Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques

ISBN électronique : 9782735508761



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

JANSEN, Philippe. *Côté ville et côté cour : concurrence ou complémentarité des réseaux en Italie centrale XIV^e-XV^e siècles* In : *Réseaux politiques et économiques* [en ligne]. Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2016 (généré le 20 novembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cths/2255>>. ISBN : 9782735508761. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cths.2255>.

Côté ville et côté cour : concurrence ou complémentarité des réseaux en Italie centrale XIV^e - XV^e siècles

Philippe JANSEN
Professeur histoire médiévale,
Université Côte d'Azur — CEPAM

Extrait de : Henri BRESCH (dir.), *Réseaux politiques et économiques*, Paris,
Édition électronique du CTHS (Actes des congrès des sociétés historiques et scientifiques), 2016.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du CTHS dans le cadre de la publication
des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Les sources de l'histoire communale en Italie médiévale font un abondant usage du vocabulaire des réseaux politiques : *pars*, « factions », « sociétés », « adhérents », « fidèles », « rebelles ». La position sociale des citoyens ne se définissait pas seulement par leur activité économique et leur richesse, plus ou moins formalisées au sein des Métiers, Arts ou Collèges. Elle était également définie par des liens transversaux fondés sur l'influence et la considération que justifiait le service de la chose publique. Ces liens s'exerçaient dans des cadres plus ou moins formels, depuis l'unité des familles aristocratiques jusqu'aux institutions complexes et réglementées des « sociétés de portes », du *popolo* ou des partis, qui furent plus systématiquement identifiés à partir du XIV^e siècle par les noms de « guelfes » ou de « gibelins »¹. Surplombant et unifiant ces « réseaux » identifiés, les institutions de la commune étaient le lieu où se manifestaient publiquement les relations tissées entre citoyens. Le talent oratoire, le goût de gérer les affaires publiques se repéraient d'abord dans les prises de parole au sein des conseils communaux, puis s'exerçaient de manière plus concrète et manifeste dans les magistratures urbaines et les offices administratifs. Les actes produits par ces institutions, aussi bien que les chroniques, ont inspiré une historiographie abondante qui a parfois recherché dans l'expression des relations sociales et politiques du monde communal l'émergence de formes « modernes » des réseaux politiques².

Parallèlement au monde de négociants, de chefs d'ateliers, de financiers et prêteurs, de notaires et de juristes, caractéristiques de la société citadine, les groupes aristocratiques urbains ont développé des liens fondés sur l'attrait social du prestige et du rang et sur la capacité de combattre, dans le cadre de la *militia* ; l'influence acquise leur a permis de prendre le pouvoir au sein de certains régimes communaux qu'ils transformèrent en

1. Aux analyses, en partie dépassées, de Jacques Heers sur ce phénomène (J. Heers, *Partis et vie politique dans l'Occident médiéval*), on préférera plutôt à des études qui ont approfondi les modes de recrutement et le vocabulaire des factions en Italie, notamment les guelfes et les gibelins : S. Raveggi, M. Tarani, D. Medici et P. Parenti, *Ghibellini, guelfi e popolo grasso. I detentori del potere politico a Firenze nella seconda metà del Duecento* ; R. M. Dessi, « I nomi dei Guelfi e dei Ghibellini da Carlo I d'Angiò a Petrarca », dans M. Gentile (ed.), *Guelfi e ghibellini nell'Italia del Rinascimento*, Roma, Viella, 2005, p. 3-78.

2. G. Salvemini, *Magnati e popolani in Firenze dal 1280 al 1295*, en 1899, fut l'un des premiers à faire de la « bourgeoisie marchande » un des facteurs de développement des institutions communales, face à l'aristocratie foncière. Un courant historiographique plus récent, illustré notamment par Emilio Cristiani, *Nobiltà e popolo nel comune di Pisa* (Naples, 1962), a mis en valeur au contraire la complexité des milieux dirigeants communaux, fondés sur des réseaux de clientèles de différentes origines.

seigneuries personnelles ou familiales à partir de la seconde moitié du XII^e siècle³, sans faire disparaître le cadre institutionnel préexistant.

Aux XIV^e et XV^e siècles, une nouvelle évolution socio-politique, qui retiendra ici notre attention, apparaît : quelques familles puissantes sont parvenues à édifier des principautés territoriales qui s'imposaient aux autonomies communales sans cependant les abolir. Machiavel, dans *Le Prince* qu'il dédie en 1515 au duc Laurent de Médicis, évoque ce phénomène des « principautés nouvelles » gouvernées par « ceux, qui de personnes privées, deviennent princes par la seule faveur de la fortune »⁴ dont Francesco Sforza, duc de Milan en 1450, est donné en exemple. Même s'ils sont parfois issus des milieux urbains, ces nouveaux princes forgent leur puissance selon une logique différente ; ils ont cherché à constituer des liens de service et de fidélité autour de leur personne et de leur destinée individuelle, et non dans le cadre d'institutions collectives.

Les principes qui régissent l'activité des réseaux communaux d'une part, princiers de l'autre, paraissent contradictoires : les uns défendent en commun la capacité à édicter lois et statuts, les autres exercent une autorité par délégation individuelle et hiérarchique qui émane du prince. Mais l'opposition idéologique provient de textes qui exposent le point de vue des détenteurs du pouvoir plutôt que les intentions des membres des réseaux qui soutiennent leur cause. L'étude de la correspondance échangée entre seigneurs et autorités communales en Ombrie et dans les Marches, permet, pensons-nous, d'approcher l'idée que les membres de ces réseaux – et pas seulement leur chef – se faisaient de l'identité de leur forme d'association et des principes qui la fondaient.

Participer à un réseau : un honneur, un service ou une faveur ?

Ces réseaux sont avant tout des réseaux politiques. Leurs principes organisateurs sont inspirés par les théories exprimées dès le XIII^e siècle par les grands juristes d'Italie, à partir des catégories aristotéliennes de gouvernement⁵. Celles-ci mettaient en évidence l'antinomie du pouvoir d'un seul, qui pouvait tomber dans la tyrannie, et celui du groupe au service du bien commun. Les motifs de constitution et de fonctionnement des réseaux dans la ville ou la cour princière semblent ainsi s'exclure. Il nous faut dépasser ces principes et s'intéresser au vocabulaire des actes produits par les membres des réseaux eux-mêmes pour en préciser les logiques d'affirmation.

Participer à la gestion publique de la cité en siégeant dans les conseils communaux est un droit de citoyens, mais il ne suffit pas à constituer un réseau. Au sein des communes de modeste importance des Marches et de l'Ombrie (si l'on excepte Pérouse et Ancône), se détachent des « équipes » politiques qui contrôlent l'essentiel des décisions par leur participation régulière, récurrente et cumulée à plusieurs fonctions consultatives et exécutives. Ainsi, à Macerata entre 1380 et 1410, parmi la centaine de membres des conseils de la commune, on peut identifier environ trente citoyens omniprésents : ils monopolisent la parole et expriment les avis qui emporteront la majorité des votes au conseil ; ils exercent de nombreux mandats dans les offices de décision⁶. Tous les citoyens qui s'étaient associés pour prendre en ferme les recettes fiscales de la commune entre 1390 et 1404 avaient également acquis des compétences de gestionnaires au service de la commune : notaires et juristes de formation pour la plupart, ils ont presque tous été notaires du trésor de la commune ou du cadastre, puis camerlingues, et certains d'entre

3. J.-Cl. Maire Vigueur, *Cavaliers et citoyens. Guerre, conflits et société dans l'Italie communale, XII^e-XIII^e siècles*, ouvrage essentiel pour comprendre le rôle de la noblesse dans les communes.

4. Machiavel, *Le Prince*, 1532, ch. 1 ; consulté sur wikisource dans la traduction française de 1825, le 21 avril 2015.

5. Voir en particulier Bartolo da Sassoferrato, *De Regimine Civitatis*, dans l'édition de Diego Quaglioni, Florence, 1983.

6. Ph. Jansen, *Démographie et société dans les Marches à la fin du Moyen Âge : Macerata aux XIV^e et XV^e siècles*, p. 510-521.

eux ont exercé plusieurs mandats de prieurs⁷. La présence des mêmes individus dans des fonctions publiques stratégiques révèle l'existence de relations inter-personnelles qui font réseau.

D'autres réseaux institutionnels apparaissent également stratégiques : les rédacteurs et réformateurs des statuts, qui sont souvent d'anciens ou de futurs prieurs, les chanceliers et secrétaires qui archivent les délibérations ; les suites des podestats, constituées autour de ces magistrats par des juristes compétents, et qui s'étoffent au fil des passages d'une ville à l'autre. L'expérience d'une administration extérieure à sa propre ville constitue une étape privilégiée dans leur carrière.

Dans leurs contrats d'association, les fermiers des finances n'évoquent jamais l'existence des liens personnels, ou des alliances familiales qui pouvaient exister entre eux, ni leur participation à des intérêts privés communs. Ils justifient au contraire les motifs de leur alliance en utilisant le vocabulaire politique que l'on retrouve dans les préambules des statuts communaux : maintenir la paix publique, la prospérité des habitants et la tranquillité de leur statut. Les réseaux politiques des communes justifient leurs existences par le souci d'en conserver le « bon état », c'est-à-dire de maintenir le bon ordre social. Leur identité spécifique ou partisane est niée, car elle serait contraire à l'idée de concorde qui doit unir les citoyens. Au nom de l'idéal politique affiché, les hommes des réseaux communaux mettent en avant des qualités distinctives de compétence et de probité. Les *Riformanze* des statuts de la commune de Macerata établies en 1398 énoncent les qualités morales et sociales requises pour accéder à certaines fonctions : les notaires qui doivent contrôler les élections aux autres offices communaux doivent être *experti et pratici*, tout comme les notaires de la suite du podestat et ceux du cadastre, simplement *experti*. Les greffiers pour le tribunal des appels doivent se montrer à la fois *experti, fides et legales*. Les syndics représentant la commune dans des négociations politiques sont recherchés parmi les *prudentes cives* et ceux qui doivent vérifier les comptes sont *providi*. Parmi les juristes de plus haut rang, le juge des appels doit être *bonus et expertus iudex* ; l'avocat de la commune est *egregius et valens doctor seu jurisperitus*⁸.

L'énoncé de ces qualités n'est pas une simple marque de prestige ; il renvoie à des processus réels de formation des réseaux. Ceux-ci se constituent dès la jeunesse, par l'acquisition d'une formation intellectuelle commune, souvent partagée dans les mêmes lieux d'étude (il s'agit essentiellement des universités de Bologne et Padoue pour les régions prises en considération). La formation théorique et pratique, sanctionnée par un diplôme, et parfois par un examen organisé par la commune elle-même, est complétée par l'expérience acquise dans les offices et les bureaux publics. D'anciens condisciples d'études juridiques y rencontrent les financiers et marchands auxquels ils vont s'associer pour les fermes fiscales. Tous peuvent y faire la preuve de leur « expertise » qui est un autre critère essentiel ; il se comprend de deux manières : c'est la manifestation d'une maîtrise théorique et pratique de la fonction (savoir tenir des comptes justes ou, pour les notaires, savoir utiliser les formulaires juridiques les plus appropriés à l'acte à rédiger) ; mais c'est aussi la reconnaissance officielle de cette capacité par une « expertise » : à Sassoferrato en 1457, l'examen communal permet de départager des notaires « experts » et « non experts ». Un bon « réseau » au service de la commune peut, par ces procédures, être reconnu par l'opinion publique⁹. Les citoyens influents sont présentés dans les registres de délibérations comme des *prudentes* et des *egregii cives* ; ils conjuguent la connaissance théorique et l'habileté négociatrice. Ceux qui ne possèdent pas ces qualités peuvent être suspectés de vouloir exercer le pouvoir par ambition personnelle ou partisane, et de subvertir ainsi la concorde sur laquelle repose le régime communal.

Les règles d'appartenance aux réseaux des cours princières relèvent d'autres choix, exprimés dans l'abondante correspondance des princes et par les ordonnances qu'ils

7. Idem, « L'investissement des institutions communales par les spécialistes des finances en Italie à la fin du Moyen Âge », p. 239-256.

8. Sur la mise en œuvre de ces critères, je renvoie à mon étude : Ph. Jansen, « Offices et service de la commune et du prince en Italie, XIII^e-XV^e siècles », p. 120-121.

9. Ibid. Cf. Don U. Paoli, *Statuto comunale di Sassoferrato*, 1993 ; I. I, rubr.14, p. 40-42.

adressent aux communes. Les princes insistent sur les qualités de comportement individuel et sur les liens d'affectivité. Ils revivifient le vocabulaire traditionnel des fidélités aristocratiques de type féodal. Ces « nouveaux seigneurs », qui descendaient parfois d'anciens notables urbains, n'ignoraient rien cependant des références politiques communales ; ils les utilisaient pour faire accepter les hommes qu'ils voulaient placer à la tête des administrations urbaines. Mais la compétence ne suffit pas : les princes exigent d'abord la garantie d'un comportement « fidèle », qui doit avoir pour préoccupation première d'agir pour défendre et accroître les biens de la famille princière. Lorsque Francesco Sforza, vicaire général du Pape dans les Marches, veut instituer en 1439 le milanais Pietro da Buzonigo chancelier de la commune de San Severino, il le décrit comme :

« Une personne intelligente, instruite et qui mérite tous les honneurs et offices, qui m'est un ami et serviteur très cher... et il nous est agréable que de tels hommes occupent les offices de nos terres. »¹⁰

L'année suivante, son frère Alessandro – son lieutenant dans les Marches – s'est emparé de la seigneurie de Pesaro ; il nomme Tommaso Testagrossa collecteur des vivres pour l'armée auprès des communes et le présente comme *nobili et circumspecto viro Thomassio Testagrossa dilecto familiari nostro*¹¹. Entrer dans le réseau au service du prince, quelle que soit l'origine sociale du bénéficiaire, c'est devenir membre de leur famille élective et non biologique. Francesco Sforza s'adressait aux prieurs communaux comme à des « Magnifiques hommes, frères très aimés ». Pier Paolo de Turris d'Ascoli, futur podestat de Macerata, est considéré comme « Noble homme, notre très cher ami »¹². En 1451, un chevalier stipendié au service de Francesco Sforza se recommande, au moment de quitter son service, « à sa Seigneurie dont il sera toujours le serviteur et prie sa Seigneurie qu'elle veuille bien lui donner une bonne lettre de licenciement »¹³.

Cette courte formule nous introduit au cœur du fonctionnement des réseaux princiers : l'affichage des liens d'affection met en œuvre un système de don et contre-don qui lie les membres du réseau tout en les maintenant dans une situation d'inégalité hiérarchique : à celui qui proteste de sa loyauté et de sa volonté de servir, le prince ne peut faire autrement que manifester son amitié par des faveurs ; Francesco Sforza répond au chevalier :

« Il nous serait agréable de vous complaire et de faire pour vous une chose agréable, à cause de l'amour et de l'affection que nous vous portons pour vos vertus et parce que nous sommes tout à fait certains que vous nous avez toujours aimé de manière très singulière. »¹⁴

Il autorise donc le chevalier à retourner dans le royaume de Naples. L'amitié et le service sont sources de récompense et d'honneur : la reconnaissance n'est pas recherchée dans l'opinion des pairs, essentielle dans les valeurs communales, mais dans le regard bienveillant du protecteur. La grâce dont le prince est pourvoyeur est également convoitée par d'autres puissants seigneurs, presque égaux par le rang, mais qui trouvent intérêt à se mettre à son service, pour conforter leurs alliances politiques : ainsi Sigismond Pandolfe Malatesta, nouvel allié de Sforza contre le comte d'Urbino, manifeste sa dévotion et sa fidélité au duc de Milan, pour obtenir de lui le titre de capitaine des

10. « persona intelligente, docta et che merita ogni honore, officio, et a mi è carissimo amico et servidore... et che ad noi è grato che simili homini stiano nelli officii delle terre nostre », dans A. Gianandrea, *Della signoria di Francesco Sforza nella Marca secondo le memorie e i documenti dell'archivio settempedano*, p. 39.

11. Lettre d'A. Sforza d'Adria, le 6 décembre 1440. Ed. G. Benaducci, *Della signoria di Francesco Sforza nella Marca, e peculiarmente in Tolentino (dicembre 1433-agosto 1437)*, doc. L, p. 189.

12. *Ibid.*, doc. XXII, p. XVII : « Magnifici tamquam fratres carissimi ».

13. Lettre du chevalier Giacomo Ferrario, 23 octobre 1451, cité par L. Rossi, « Nuove notizie su Federigo da Montefeltro, Sigismondo Malatesta e i Manfredi d'Imola e di Faenza (1451) ».

14. *Ibid.*, réponse de F. Sforza le 1^{er} novembre 1451 : « haverimo caro de compiacervi e farve cosa grata per lo amore et affectione vi portiamo per le virtù vostre e perchè semo certissimi ne havate state sempre amato singulariter ».

armées du duché, assorti d'un versement de 10 000 ducats. Il l'en remercie en 1452 auprès du chevalier milanais Francesco da Cusano :

« Faites répondre à votre Hauteur en La remerciant du mieux qu'il sache et puisse pour l'amour que par continuelle expérience il voit que Votre Seigneurie lui porte, en disant qu'il est content et qu'il prendra les 10 000 ducats... il ne doute pas que Votre Seigneurie n'agisse (en sa faveur) de bien en mieux, et surtout pour lui donner l'occasion de travailler pour elle et de faire l'expérience de l'amour, de la foi et de la dévotion qu'il Vous porte. »¹⁵

La récompense doit prouver à tous le lien affectif qui cimente le réseau. Mais l'honneur donné au « serviteur » est aussi une délégation : le délégué qui par cet échange est entré dans la « famille » du prince doit être respecté comme sa propre représentation, quel que soit son rang, y compris par les représentants des communes. En 1434, Foschino degli Attendoli adresse à celles-ci son messenger, le « noble homme » Venanzo di Carbone, citoyen de Macerata et impartit aux autorités de lui accorder « autant de confiance qu'à nous-même » et de « l'approvisionner en victuailles »¹⁶. En 1442, Francesco Sforza ordonne aux autorités communales des Marches de recevoir les trois responsables du ravitaillement qu'il leur envoie par délégation et de « les recevoir, favoriser et leur obéir comme à nous-mêmes »¹⁷.

Le vocabulaire des actes exprime bien deux conceptions antithétiques du réseau. « Côté ville », il se forme par la reconnaissance entre égaux de la connivence du savoir qui distingue les élites du commun et par la pratique d'actions communes, sources de confiances réciproques. « Côté cour », c'est un réseau d'amitié autour du puissant protecteur, une amitié qui doit veiller à toujours préserver et défendre l'intérêt de la tête du réseau, pourvoyeuse de faveur, voir de cadeaux, et de reconnaissance. L'image sobre du devoir d'un côté, le « goût d'être caressé » (selon l'expression de Francesco da Cusano¹⁸) de l'autre. En théorie, les membres de ces réseaux ne devraient pas se rencontrer et se mêler.

Des concurrences atténuées par le relais des seigneuries urbaines

Dans les faits, les conseillers des princes ne se recrutent pas uniquement parmi les nobles et les chevaliers de la terre, tandis que les communes n'excluent pas non plus les lignages aristocratiques de leurs réseaux politiques. Les réseaux princiers ne recrutent pas non plus, en règle générale, parmi les opposants au régime communal en place. Les princes ne cherchent pas en effet à renverser les régimes communaux, mais à obtenir au contraire leur ralliement et à s'en servir comme appuis auxiliaires : ce n'est donc pas leur intérêt que de paraître fomenter des réseaux factieux – sauf si le régime en place affiche une opposition frontale à leur égard.

15. *Ibid.*, Lettre de Francesco Cusano du 3 avril 1452, qui rapporte à F. Sforza la teneur des propos de Sigismond Malatesta : « per sua parte respondesse alla V. Cel. ringraziando quella quanto el sa e po de l'amore che continuamente o per continue esperienze el vede che la V. S. gli porta dicendi ch'el è contento tora e cossì accepta li diecimila ducati...se ne contentaria con dire ch'el non dubita che la V. S. ogni dì non gli faccia de bene in meglio et maxime avendo quella caxone de operarlo e fare esperienza de l'amore, fede et devotione ch'el ve porta ».

16. G. Benaducci, *Della signoria di Francesco Sforza nella Marca...*, op. cit., doc. VIII, p. 36 (29 mai 1434) : « ...mittimus nobilem virum Carbonem Venantii de Macerata nuntium fidum, cui aliqua commissimus omnibus vobis explicanda et enarranta ex nostra parte. Placeat itaque tantam fidem impartiri tamquam nobis ipsis...Insuper praelibato Carbone de victu provideatis... ».

17. *Ibid.*, doc.LXV, p. 204 (26 mai 1442) : « ...cum deputaverimus nobiles viros Ser Antonellus de Montemonaco, Cicchangeum de Montesanto et Gironimum de Montesanto, idcirco volumus et mandamus eis parere, favere et obedire tanquam nobis et in nullo contrafacere... ».

18. Dans la lettre qui transmet les remerciements de Sigismond Malatesta (cf. note 15), Francesco da Cusano à propos d'un des familiers de Malatesta, Messer Accorso : « è omo che delecta d'essere accarezzato »

Tandis que le *popolo* apparaît comme le creuset permettant l'interpénétration des deux types de réseaux dans les grandes communes d'Italie du nord ou de Toscane¹⁹, l'Ombrie et les Marches se distinguent par l'existence de seigneuries aristocratiques qui réussissent à faire perdurer leur pouvoir en s'appuyant sur les réseaux de pouvoir communal en place. Le phénomène n'est pas isolé. Les Varano, vieux lignage seigneurial de la vallée du Chienti, établissent la capitale de leurs États à Camerino dont ils exercent la podestatie à partir de 1259. Dès la fin du XIII^e siècle, à Foligno, la famille des Trinci monopolise les principales magistratures de la commune. Des processus analogues s'observent avec les Chiavelli de Fabriano mais aussi avec les Smeducci de San Severino ou les Cima de Cingoli²⁰.

Pour asseoir leur autorité au sein des sociétés communales, à la fin du XIII^e siècle ou au XIV^e siècle, ces seigneuries locales n'ont pas cherché à encourager des ralliements personnels, fondés sur une quête de reconnaissances et de rétributions. Au contraire, elles justifient leur prise de contrôle des réseaux politiques traditionnels en utilisant la propagande communale fondée sur l'instruction et la compétence. Les statuts du Peuple de Foligno, rédigés en 1350, présentent les Trinci comme la seule famille capable de garantir l'unité civique, de dominer les réseaux de service pour éviter les factions :

« Nous pouvons dire, d'après des avis experts, que toute cette cité fut depuis des temps anciens gouvernée dans un état sain tranquille et prospère, et que sa puissance, ses honneurs et ses juridictions furent considérablement augmentés par des soins constants et des œuvres parfaites par Nallus, ancêtre de bonne mémoire des savants et magnifiques chevaliers messire Ugolino et messire Corrado, père et frère charnel de savant et magnifique chevalier messire Ugolino Novello... »²¹

L'argumentation associe habilement la reconnaissance des vertus civiques qui identifiaient les réseaux communaux à la conception de la transmission dynastique de ces qualités : c'est une manière de convoquer la mémoire de plusieurs générations civiques pour défendre le réseau de pouvoir patiemment construit par une famille, en évitant la référence plus partisane à l'alliance guelfe, marque des Trinci.

À Camerino, la famille des Varano accepte la délégation de l'autorité podestariale sur la cité et son territoire des mains des plus hauts représentants communaux, les sept prieurs des Arts :

« D'après la forme des statuts et ordonnances de la commune de la cité de Camerino, les magnifiques et puissants seigneurs Messires Gentilpandolfo, Berardo, Piergentile et Giovanni, nés de magnifique et excellent seigneur Rodolfo fils de Messire Gentile de Varano, de célèbre et honorable mémoire, ont reçu attribution du pouvoir, de l'autorité et de la *bayla* sur le régime, la garde et le gouvernement de la dite cité de Camerino de son comté et de son district. »²²

La commune est l'unique source invoquée de légitimité. Mais la volonté de symbiose des Varano va plus loin. Les bribes de la documentation communale montrent que ces anciens seigneurs fonciers prennent à cœur leur rôle de « citoyens » et s'associent aux hommes des métiers pour tirer leur part de profits des secteurs productifs qui contribuent à l'essor de la cité. Les Varano sont ainsi devenus propriétaires d'ateliers de tissages et ont investi dans l'industrie papetière de Pioraco, qui concurrence celle de

19. Sur l'organisation interne du *popolo*, on renverra à l'article fondamental de P. Racine, « Le "popolo", groupe social ou groupe de pression ? », *Nuova Rivista Storica*, LXXIII, 1989, p. 133-150, et à E. Artifoni, « Una società di "popolo". Modelli istituzionali, parentele, aggregazioni societarie e territoriali nel XIII secolo ».

20. Une étude comparative des ressorts et de la légitimité des seigneuries des Trinci à Foligno, da Varano à Camerino et Chiavelli à Fabriano a été proposée récemment par Fabrice Delzant dans une thèse encore inédite. Voir aussi, pour une perspective plus générale, Ph. Jansen, « Réseaux de clientèles et seigneurs dans les Marches, XIV^e-XV^e siècles », p. 163-183.

21. F. Baldaccini et A. Messini, *Statuta communis Fulginei*, vol. II : *Statutum populi Fulginei*, rub. 188, p. 235-236.

22. ASPa, *codice varanesco*, fol. 350r, cité par J.-B. Delzant, « *Magnificus dominus*. Pouvoir, art et culture dans les seigneuries d'Italie centrale à la fin du Moyen Âge », p. 208.

Fabrizio²³. Princes et entrepreneurs, ils ne cherchent donc pas à susciter des réseaux fondés sur des valeurs opposées à celles de la cité.

La distinction entre les processus de constitution des réseaux politiques de la commune et ceux du seigneur local s'atténue, voire disparaît. Dans ce contexte, les réseaux d'administrateurs communaux peuvent accepter des missions que le seigneur leur confie pour réaliser des objectifs plus personnels, et en tirer des gratifications tout en continuant d'afficher les principes du bien public.

Ces lignages locaux ont assimilé leur propre puissance au rayonnement de la cité qu'ils gouvernent. Les réseaux formels constitués dans le cadre de la commune peuvent-ils également passer au service de puissants princes dont l'ambition est de bâtir un pouvoir régional et familial capable de dominer les juridictions communales, comme les Sforza (Francesco Sforza gouverne les Marches au nom de la papauté avec son frère Alessandro de 1433 à 1447), les Montefeltro ou leurs adversaires les Malatesta²⁴ ?

Les lieux et les temps du passage : les suites podestariales, les ambassades, les missions temporaires

La correspondance échangée entre Francesco Sforza et les officiers qui le représentent dans les Marches après son départ pour hériter du duché de Milan au milieu du xv^e siècle, publiée par L. Rossi, permet d'observer en action 75 individus en relation plus ou moins directe avec le duc de Milan, à titre de représentants, de messagers ou d'interlocuteurs²⁵.

Ce monde d'intervenants politiques à l'interface entre la famille du prince, côté cour, et les anciennes élites des communes, côté ville, est constitué en fait de deux groupes hiérarchisés que distinguent leurs fonctions et leurs logiques de réseaux.

Les hommes qui occupent les grands offices de la cour ducale de Milan, lorsqu'ils se rendent dans les Marches, ne se contentent pas d'exécuter des tâches administratives ; ils sont de véritables ambassadeurs et informateurs politiques du prince : la richesse d'information de leurs lettres en témoigne. Les hommes des réseaux communaux des Marches ne figurent pas parmi les hommes de confiance et les conseillers du prince. Francesco Sforza ne les désigne jamais sous ce titre de « conseillers » qui peut-être leur accorderait trop d'influence, mais il les appelle ses « familiers ». Ce prédicat, on le sait, est une faveur, car il fait entrer son bénéficiaire dans le groupe des privilégiés admis dans l'intimité quotidienne du prince ; il implique toutes les références affectives sur lesquelles le prince entend fonder ses réseaux proches. Mais vers 1450, Sforza renouvelle le recrutement de ce réseau et écarte les conseillers qui l'avaient accompagné dans ses fonctions de vicaire temporel de la papauté dans les Marches²⁶. Le réseau transformé des « familiers » exprime les ambitions du nouveau maître de Milan à l'échelle de l'Italie et conforte les alliances politiques en jeu. Il associe trois groupes distincts, qui se sont déjà organisés par l'affirmation de relations internes avant de répondre à l'appel du prince. Aux hommes qui se sont mis très tôt au service du *condottiere* Sforza lorsqu'il combattait en Italie du sud s'ajoutent des familles de la noblesse lombarde qui s'était élevée au

23. Depuis les milieux du xv^e siècle, les Varano ont acquis des droits dans l'activité des moulins à papier de Pioraco. A la fin du siècle, l'épouse de Giulio Cesare Varano investit mille florins dans la constitution d'une société de « l'art de la laine » avec d'autres marchands-artisans de Camerino ; un fils naturel de Giulio Cesare possédait un *fondaco* pour le commerce en ville. E. Di Stefano, *Una città mercantile : Camerino nel tardo medioevo*, p. 49-50 et 128.

24. Pour le cadre d'ensemble des dominations politiques dans les Marches, nous renvoyons à Ph. Jansen, *Démographie et société dans les Marches à la fin du Moyen Âge*, p. 83-98.

25. L. Rossi, « Nuove notizie su Federigo da Montefeltro, Sigismondo Malatesta e i Manfredi d'Imola e di Faenza (1451) ». L'appendice documentaire comprend 112 documents édités.

26. Sur ces réseaux des Sforza pendant leur seigneurie dans les Marches, cf. Ph. Jansen, « Réseaux de clientèles et seigneurs dans les Marches, xiv^e-xv^e siècles », p. 177-180.

service des Visconti ; elles participent à la « dot d'influence » de la duchesse Bianca-Maria Visconti²⁷ et leur engagement confirmé au service de la nouvelle dynastie en renforce la légitimité. Le troisième groupe comprend des représentants de grandes familles marchandes des villes alliées qui soutiennent la politique de Sforza, comme Florence. Un ancien sujet du royaume de Naples, comme le chancelier Cicco Simonetta, devenu son conseiller et propagandiste, côtoie ainsi un petit noble lombard comme Francesco da Cusano, envoyé en mission auprès de Sigismond Malatesta, ou le trésorier Boccacino degli Alamanni dont un parent, Andrea, fut deux fois prieur de Florence²⁸. La recommandation du gouvernement de la cité alliée peut contribuer à étoffer le réseau, mais la diversité des milieux d'origine et des parcours fait du prince le principal fédérateur de ces hommes fortement imprégnés de culture humaniste.

Toutefois, le fait le plus nouveau est que plus de la moitié des intervenants dans ces relations entre Sforza, les Malatesta et le reste des Marches sont représentatifs des réseaux de pouvoir des communes des Marches. Ils sont connus par leurs lettres de mission ou comme signataires des actes qu'ils ont élaborés. Ils avaient donc accepté la reconnaissance du prince, et devenaient ses intermédiaires auprès des communes dont ils servaient les intérêts auparavant. Mais les citoyens d'Ombrie et des Marches n'ont pas livré de *ricordi* détaillés à l'instar de leurs contemporains toscans. Le processus qui les conduit du service de la ville à celui de la cour, les motivations de ce passage restent difficiles à appréhender. Ils ne représentent pas toutes les catégories de citoyens, mais sont le plus souvent membres des familles les plus puissantes et reconnues des milieux dirigeants : ainsi, le traité conclu le 18 octobre 1434 entre la commune de Camerino et Francesco Sforza est signé par Arcangelo dei Chiavelli, descendant de la branche cadette des seigneurs de la ville voisine de Fabriano. Installé à Camerino, il s'est associé à une entreprise de fabrication du papier à Pioraco, encouragée par les ducs de Varano. Il est associé au représentant de Sforza, le chevalier siennois Francesco Salimbeni, docteur en lois, à Gasparro de Sassoferrato, notaire, qui sera chargé sept ans plus tard de récolter des vivres auprès de plusieurs communes, et à Matteo di Giacomo de *Matheutiis*, un des principaux marchands drapiers de Camerino ; celui-ci est connu par ses relations d'affaires avec Marco Datini de Prato et il est cité parmi les principaux convives des fêtes du mariage conclu en 1451 entre le duc Giulio Cesare Varano et Giovanna Malatesta²⁹. Le même Arcangelo Chiavelli négocie en 1439, au nom de la commune de Camerino, le troisième traité avec Francesco Sforza. Le document fut cette fois rédigé par le chancelier de Sforza, Cicco Simonetta et un notaire de la commune de Camerino, Giovanni di maestro Giacomo associé au médecin (et capitaine de cet art), maestro Giovanni di maestro Luca, syndic et orateur de la commune pendant la négociation, et au docteur en loi Messer Angelo Bonateta³⁰.

Hommes de la cour et de la ville se retrouvent, dans ces négociations, unis par la culture des doctes, fondée sur le droit et la rhétorique, qu'ils ont pu partager et mettre en pratique dans le cadre des ambassades communales déléguées aux princes et dans les suites des podestats. Les citoyens appelés à diriger une commune extérieure (parfois dans une autre région : de nombreux marchands ont ainsi administré la commune de Pérouse) étaient choisis parmi les familles nobles de leur cité ou les juristes. Ils réunissaient autour d'eux quelques concitoyens hommes de loi qui avaient toute leur confiance, mais

27. Le mariage entre Francesco Sforza et Bianca-Maria Visconti était prévu par le traité d'alliance conclu le 28 mars 1438 entre Philippe-Marie Visconti et Sforza. Retardé par les opérations militaires de Sforza dans les Marches, le mariage fut finalement célébré à Crémone le 26 octobre 1441. Bianca-Maria, fille unique, apporta à Sforza l'héritage du duché ; G. Benaducci, *Della signoria di Francesco Sforza nella Marca*, p. 114-119 et 194-195.

28. Cecco ou Cicco Simonetta était entré très jeune au service de Sforza, en 1421, en suivant son père intentant des domaines que le condottiere possédait en Calabre (de sa première femme Polisenia Ruffo) ; il devint son conseiller et chancelier dans les Marches. A Milan, il devint chancelier du duc, et son principal conseiller. Cf. F. Catalana, *Francesco Sforza*, Milan, 1983. Francesco da Cusano, chevalier originaire de Lombardie, apparaît dans les années 1450 comme le représentant de Sforza auprès de Sigismond Malatesta, à la cour duquel il réside. Sur les Alamanni, voir *Dizionario biografico degli Italiani*, t. I, p. 562-564.

29. Le traité est édité par B. Feliciangeli, « Delle relazioni di Francesco Sforza coi Camerti », p. 3-40. Sur Arcangelo dei Chiavelli et Giacomo des Matheutiis, voir E. di Stefano, *Camerino, città mercantile*, p. 48-49. Pour F. Salimbeni, cf. Ph. Jansen, « Réseaux de clientèles et seigneurs dans les Marches », p. 178.

30. Texte du traité dans B. Feliciangeli, « Delle relazioni di Francesco Sforza coi Camerti », p. 456.

étouffaient leur suite en y associant des personnes compétentes recrutées dans les communes où ils avaient exercé leurs charges. Plus que les ambassades communales, dont le recrutement était limité par l'obligation de représentativité locale, les suites des podestats ont associé presque systématiquement nobles et hommes de droits, et ont constitué des réseaux à assise régionale, plus à même de servir les ambitions princières³¹.

De l'exercice valorisant du pouvoir, ces hommes ont pu retirer la conviction d'une supériorité intellectuelle et pratique qui les rendaient dignes d'être les interlocuteurs des princes au nom des communes, ou de représenter le prince pour négocier avec les communes. Ils recevaient ces missions comme un honneur et l'occasion d'une double reconnaissance, assimilée à une noblesse de service. Pour tenir leur rang, les princes ne pouvaient confier leurs intérêts à des hommes de trop faible mérite : ils donnent presque systématiquement le qualificatif de « Noble homme » à ceux qu'ils envoient en leur nom solliciter les autorités urbaines. On observe donc une porosité évidente entre les réseaux communaux et les réseaux princiers ; des citoyens bien instruits, mieux encore s'ils apparaissent bien nés, peuvent fréquenter les réseaux de cours ; l'habitude de fréquenter les usages et les codes de vie aristocratique auprès des seigneurs locaux ont facilité le passage. Mais les dernières marches de l'ascension sont les plus difficiles à franchir : seul un petit nombre de ces citoyens, qui ont su sortir des réseaux de leur cité natale et ont réussi à se créer des contacts et des solidarités régionales, en particulier dans les fonctions de podestats, auront l'honneur d'être des familiers, admis à fréquenter en permanence la cour princière. Le passage de la ville à la cour, en définitive, ne bouleverse pas les structures des réseaux antérieurs ou leur logique de reconnaissance : elle atténue cependant les cadres formels et les garanties des institutions communales au profit du système de grâce et de disgrâce personnelle. En revanche, l'horizon d'action s'élargit : comme les princes, pour paraphraser Machiavel, les conseillers, d'hommes privés qu'ils étaient, deviennent membres de réseaux qui expriment la puissance publique et l'État.

Résumé

Les régions d'Italie centrale ont connu au Moyen Âge une imbrication des régimes communaux et des seigneuries à caractère féodal ou urbain. Ces dernières ont évolué à la fin du Moyen Âge, en Italie du nord et du centre vers la constitution de principautés territoriales. La nature de ces pouvoirs semble antinomique : collective pour les premiers, personnelle et hiérarchique pour les seconds. L'abondance et la variété des sources produites par ces régimes permettent d'étudier comment s'affirmait la conscience d'appartenir à un réseau participant à ces pouvoirs, ainsi que les critères requis pour en faire partie. Aux principes de compétence et de pratique du pouvoir dans les communes s'oppose la logique d'amitié et de service autour du prince. Mais les deux logiques se confondent souvent, dans les Marches et en Ombrie, au sein des seigneuries urbaines qui s'appuient sur les anciens réseaux communaux. La relation entre les deux types de réseaux, de ville et de cour, s'effectue, notamment sous les Sforza, par l'assimilation de certains réseaux de gouvernement urbain dans l'entourage du prince, par le relais des suites podestariales et des ambassades.

31. Sur les suites podestariales, voir Ph. Jansen, « Réseaux de clientèles et seigneurs dans les Marches », p. 170-173.

Bibliographie

ARTIFONI Enrico, « Una società di “popolo”. Modelli istituzionali, parentele, aggregazioni societarie e territoriali nel XIII secolo », *Studi medievali*, s. III, XXIV, 1983, p. 545-616.

BALDACCINI Francesco et MESSINI Andrea, *Statuta communis Fulginei*, vol. II : *Statutum populi Fulginei*, Pérouse (Fonti per la Storia dell'Umbria), 1969.

BENADUCCI Giovanni, *Della signoria di Francesco Sforza nella Marca, e peculiarmente in Tolentino (dicembre 1433-agosto 1437)*, Tolentino, 1892.

DELZANT Jean-Baptiste, « *Magnificus dominus*. Pouvoir, art et culture dans les seigneuries d'Italie centrale à la fin du Moyen Âge », thèse de doctorat de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, soutenue le 7 décembre 2013, 2 vol.

DESSI Rosa Maria, « I nomi dei Guelfi e dei Ghibellini da Carlo I d'Angiò a Petrarca », dans M. Gentile (éd.), *Guelfi e ghibellini nell'Italia del Rinascimento*, Roma, Viella, 2005, p. 3-78.

DI STEFANO Emmanuela, *Una città mercantile : Camerino nel tardo medioevo*, Camerino, 1998.

FELICIANGELI Bernardo, « Delle relazioni di Francesco Sforza coi Camerti », *Atti e Memorie della Deputazione di Storia Patria per le Marche*, nouvelle série, t. V, 1908.

GIANANDREA Antonio, *Della signoria di Francesco Sforza nella Marca secondo le memorie e i documenti dell'archivio settempedano*, Milan, 1885, réimpr. 1978.

JANSEN Philippe, « L'investissement des institutions communales par les spécialistes des finances en Italie à la fin du Moyen Âge », dans PONTET Josette (dir.) *Des hommes et des pouvoirs dans la ville, XIV^e-XX^e siècle*, Bordeaux, CESURB-Histoire, 1999, p. 239-256.

JANSEN Philippe, *Démographie et société dans les Marches à la fin du Moyen Âge : Macerata aux XIV^e et XV^e siècles*, Rome, coll. de l'École Française de Rome, 2001.

JANSEN Philippe, « Offices et service de la commune et du prince en Italie, XIII^e-XV^e siècles », dans CAROZZI Claude et TAVIANI-CAROZZI Huguette (dir.), *Hiérarchies et services au Moyen Âge*, Aix-en-Provence, Université de Provence, 2001, p. 105-140.

JANSEN Philippe, « Réseaux de clientèles et seigneurs dans les Marches, XIV^e-XV^e siècles », dans BARRAQUÉ Jean-Pierre et LAMAZOU-DUPLAN Véronique (ed.), *Minorités juives, pouvoirs, littérature politique en Péninsule ibérique, France et Italie au Moyen Âge, études offertes à Béatrice Leroy*, Biarritz, éd. Atlantica, 2006, p. 163-183.

MAIRE VIGUEUR Jean-Claude, *Cavaliers et citoyens. Guerre, conflits et société dans l'Italie communale, XII^e-XIII^e siècles*, Paris, 2003.

RAVEGGI S., TARANI M., MEDICI D. et PARENTI Pietro, *Ghibellini, guelfi e popolo grasso. I detentori del potere politico a Firenze nella seconda metà del Duecento*, Florence, 1978.

ROSSI Luigi, « Nuove notizie su Federigo da Montefeltro, Sigismondo Malatesta e i Manfredi d'Imola e di Faenza (1451) », *Atti e Memorie della società di Storia Patria per le Marche*, nouv. série, vol. III, fasc. IV, 1906 et vol. IV, fasc. III, 1907 ; rééd. *Atti e Memorie*, 1995, n° 100, p. 499-549.

Illustrations

Carte des villes d'Ombrie et des Marches citées dans l'article.
Les noms soulignés indiquent des seigneuries urbaines.

